



ANALYSE DE CONFLIT DANS LES ZONES FRONTALIÈRES AU MALI, EN CÔTE D'IVOIRE, AU LIBÉRIA, ET EN GUINÉE

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Du fait de leur position géographique, les populations et autorités installées dans les zones frontalières sont généralement confrontées à des défis particuliers, notamment en cas de crise économique, sanitaire et/ou sécuritaire. Afin d'en apprendre plus sur les facteurs principaux, les capacités et les besoins des communautés dans les domaines de la cohésion sociale et de la gestion de conflits, DRC-DDG grâce à un financement de l'Union Européenne, a conduit une étude qualitative et quantitative incluant une analyse des conflits du 1^{er} juin au 5 août 2015 dans les zones frontalières de quatre pays limitrophes, soit la République de la Guinée, la République du Libéria, la République du Mali et la République de Côte d'Ivoire¹.

Pour le volet quantitatif, l'étude a utilisé une méthode d'échantillonnage stratifié et systématique pour toucher plus de 1.130 ménages. L'étude comprend également plus de 232 entretiens et 576 participants aux entretiens et aux groupes de discussions pour le volet qualitatif. Chaque enquêteur fut équipé d'un téléphone Android doté d'un logiciel Open Data Kit (ODK) pour enregistrer les réponses et transmettre les données par internet au serveur Google AppEngine situé sur le site de l'Open Data Kit Aggregate.²

RÉSULTATS PRINCIPAUX

La tabulation des résultats quantitatifs et qualitatifs démontre que:

- Les conflits violents constituent un obstacle majeur au développement économique en général et en particulier pour le développement humain.
- Les conflits varient considérablement dans leur nature, de même que leur impact sur les personnes. On dénote 5 grands types de conflits selon leurs causes : conflits liés à des groupes à problèmes; conflits

¹ En raison de la fermeture des frontières durant la crise Ebola, DRC-DDG n'a pas effectué d'étude de terrain en Côte d'Ivoire.

² <https://drc-ddg-enquete-guinee.appspot.com>

liés à l'économie politique; conflits liés à la sécurité et la justice; conflits liés à l'environnement; conflits liés aux ressources naturelles.

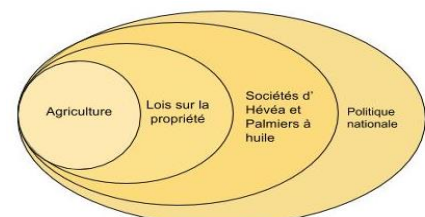
- Peu importe la gravité ou l'abondance des facteurs, ce sont les circonstances des conflits qui colorent toute perception de l'acte et augmentent ou diminuent les chances que de tels actes provoquent de la violence.
- Les connecteurs qui permettent aux communautés frontalières de rester résilientes face aux forces de divisions incluent: les marchés hebdomadaires, la tradition de faire les champs ensemble et en famille, l'esprit d'entraide, les cérémonies traditionnelles et la présence et disponibilité des autorités locales.
- Les forces de division incluent: le sentiment d'exclusion, les attaques sur les propriétés dites allochtones et autochtones, les campagnes électorales, la peur des autres, la stigmatisation vis-à-vis du virus Ebola et le sentiment d'être une victime.

DRC et DDG auront une opportunité de renforcer les capacités de réduire la violence dans ces zones frontalières s'ils se concentrent sur les dénominateurs communs des acteurs - les intérêts et valeurs en commun - et aident les communautés à se protéger contre les manipulations politiques qui tendront à accentuer davantage les différences que les similitudes.

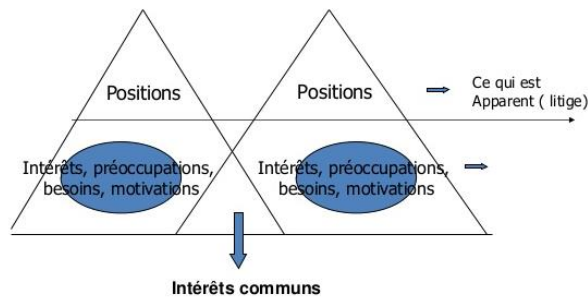


RECOMMANDATIONS À DRC-DDG POUR UNE INTERVENTION SENSIBLE AU CONFLIT

DRC-DDG doit rester vigilant face aux pressions structurelles qui encadrent tous les éléments dans ce projet. Les pressions sont représentées dans les tableaux sur les facteurs de division. Comme indiqué dans le schéma sur les facteurs de conflit liés à l'agriculture qui provoquent la violence, un sujet ou activité qui apparaît simple et transparent en surface pourrait déclencher une réaction négative et violente. DRC-DDG doit inclure une **vérification préalable dans la planification de toute activité** pour obtenir une vision claire de ces pressions.



Les facteurs qui favorisent les conflits liés à l'agriculture



Une façon de tenir compte de ces pressions serait d'**organiser les activités programmées dans les conditions habituelles des communautés**, au lieu de convoquer des rencontres selon un calendrier qui convient aux agents DRC-DDG. Par exemple, la plupart des agriculteurs ont l'habitude de partir dans les champs tous les jours et de prendre une pause en groupe de 20 à 40 personnes sur place. Le fait de profiter de cette mobilisation naturelle pour les échanges avec les communautés et

partage d'informations montre une sensibilité aux réalités des conditions de vie et aide les agents à mieux saisir les perceptions des bénéficiaires. Un autre exemple serait l'organisation d'une **formation sur la ligne rouge des frontières** pour tenir compte de toutes les conditions et exceptions qui s'appliquent aux normes établies au niveau des capitales.

DRC-DDG doit rester transparents sur les stratégies et intentions du projet avec toutes les parties prenantes. DRC fait partie des ONG qui ont promis de soutenir les **principes de HAP³ - [Le Partenariat pour la Redevabilité Humanitaire](#)** - dans tous les aspects de son travail sur le terrain. Dans un milieu où la méfiance s'est parfois traduite par de la violence contre les travailleurs humanitaires, il est primordial de mettre les principes HAP en application dans les zones cibles pour ce projet, tant avec les autorités qu'avec les acteurs sur le terrain.

DRC-DDG doit s'assurer que les parties prenantes prennent le devant dans la réalisation des résultats attendus et les indicateurs de progression du projet. Plusieurs acteurs sur le terrain - gendarmes, police, chef de district, préfet – ont exprimé leur scepticisme face au programme, lequel représente pour eux une nouvelle promesse de changement qui a peu de chance de se concrétiser. La **participation des communautés dans l'évaluation des attentes du projet** en fonction de leur niveau de contribution et d'implication aidera à créer des attentes réalistes et à la portée de toutes les parties prenantes. À cet égard, des promesses et attentes non réalisées figurent parmi les facteurs qui créent davantage de méfiance et de barrières à la coopération dans la zone.

DRC-DDG doit revaloriser les Pactes de non-agression – Étant donné que très peu de participants ont mentionné l'importance des pactes de non-agression comme source de connexion et de stabilité, il est recommandé que DRC-DDG facilite **l'adaptation de ces pactes pour qu'ils s'appliquent à la vie quotidienne** des localités frontalières. Il est possible que les pactes puissent jouer un rôle dans la gestion des conduites non-violentes des habitants de la même localité, ce qui implique l'ajout de formations en négociation et en médiation. Un tel outil sera utile pour la gestion des conflits fonciers ainsi que le traitement des diviseurs identifiés dans ce milieu.

DRC-DDG doit présenter les parties prenantes comme acteurs principaux. Il s'agit d'un projet communautaire auquel DRC-DDG apporte une contribution. Cependant, il arrive souvent, à cause de la façon dont les agents présentent, organisent ou se positionnent, qu'un projet devienne la propriété d'une ONG internationale qui sollicite une participation communautaire. Une telle perception découragerait la participation des populations cible et enverrait le message que DRC-DDG ne s'intéresse pas aux intérêts des communautés. Cependant, il ne suffit pas de clarifier que les activités visent le bien être des communautés, ni de leur faire établir une liste de besoins auxquels DRC-DDG répondrait. Il s'agit plutôt de **connaître les**

³ Créé en 2003, HAP (Humanitarian Accountability Partnership) International est le premier organisme international d'autoréglementation du secteur humanitaire. Les membres de HAP s'engagent à respecter les normes les plus élevées en matière de redevabilité et de gestion de la qualité.

défis auxquels est confrontée la communauté et les stratégies d'adaptation initiées par celle-ci pour les surmonter afin d'évaluer dans quelle mesure DRC-DDG peut accompagner ces efforts pour les rendre plus efficaces et durables.

Le rôle de DRC-DDG est de porter une assistance aux experts de la réalité locale - les peuples du Liberia, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Mali. Vu la durée limitée du programme, il est important que DRC-DDG mette l'accent sur les rôles essentiels des contributions des acteurs permanents dans les zones cible dans l'obtention d'améliorations durables de la résilience communautaire.

Somme toute, le rôle de DRC-DDG doit être axé sur le **renforcement de capacités** - changement de perception, des compétences, des connaissances, de comportement, de la stabilité, de la santé et de la situation financière - et dans le suivi des efforts des acteurs appuyés pour évaluer le niveau de changement de comportement atteint.

CARTES DES LOCALITÉS CIBLÉES PAR L'ENQUÊTE

